

---

ont résolument uni leurs efforts pour exiger des progrès plus rapides et une réponse plus souple à leurs demandes. Les apports d'aide ont été réduits à néant par la hausse du coût de l'énergie et du prix des denrées; les fluctuations des principales monnaies de réserve ont réduit la valeur des réserves de change des pays en voie de développement, entraînant dans certains cas des déficits énormes au chapitre de la balance des paiements. Ainsi, les pays en voie de développement ont exigé l'assurance qu'ils ne seraient pas abandonnés à leur sort et que des mesures seraient prises pour leur permettre de répondre aux attentes de leurs peuples et pour qu'ils n'aient pas à soutenir seuls le poids de la désarticulation du système économique international.

A la Septième session extraordinaire tenue en septembre dernier, les pays en voie de développement ont exprimé leurs demandes en termes un peu plus modérés, et celles-ci ont reçu un accueil beaucoup plus favorable de la part des pays développés. L'initiative exercée par certains pays modérés du Tiers monde, l'attitude plus ouverte des États-Unis ainsi que la plus grande souplesse des membres de la Communauté européenne ont été les faits marquants de la session. Une volonté authentique de s'entendre et d'éviter la rhétorique a inspiré la session et en a facilité l'heureuse conclusion.

Pourquoi ce changement d'attitude s'est-il produit en 18 mois? La Sixième session extraordinaire a eu tout au moins un effet positif. Elle a placé au centre de l'arène politique les questions économiques qui opposent pays développés et pays en voie de développement. La notion de "Nouvel ordre économique" a donné une certaine cohésion conceptuelle aux nombreuses demandes que les pays en voie de développement formulaient depuis plusieurs années. Les responsables politiques ont réclamé un examen complet de la politique relative au "Nouvel ordre économique". Maints pays ont déployé des efforts concertés pour renouer le dialogue. Dans ce processus d'examen et de débat, la Septième session extraordinaire est devenue l'occasion privilégiée de résoudre certains des problèmes en suspens.

L'évolution de la situation au Moyen-Orient a été un autre facteur. Alors que la Sixième session extraordinaire avait été convoquée à la suite de la guerre d'octobre 1973, de l'embargo sur le pétrole et du renchérissement de ce produit, la Septième session s'est réunie peu après l'accord de désengagement conclu entre Israël et l'Égypte et une période de calme relatif dans la région. Entre les deux sessions extraordinaires, l'ONU avait été mise à rude épreuve. En septembre 1975, le climat politique s'était détendu et il était possible d'étudier les questions économiques avec plus de sérénité.

---